

# Retour sur l'Atelier du Changement du 5 février 2026



Une **50aine** de  
professionnel·les  
social-santé.



Tour d'horizon des actions menées en 2025, présentation et échanges  
autour des impacts de la réforme du chômage.

Un résumé des discussions et décisions prise au Conseil d'Action Bassin  
(CAB)



Voir support de  
présentation [ici](#).

## Retour sur 2025

- La matinée **Intersection** autour de l'isolement social (lien : <https://www.bassin-sud.brussels/agir-ensemble-contre-isolement-social/>)
- Les journées portes ouvertes **Melting Papot'** (lien : <https://www.bassin-sud.brussels/melting-papot-2025-vos-retours/>)
- Les différentes **concertations thématiques**
- Les **Rendez-vous de la Prévention** et la **campagne Mars Bleu**

## Réforme du chômage

Présentation de l'Observatoire de la Santé et du Social à Bruxelles « Limitation à deux ans des allocations de chômage : profils des personnes exclues et futurs statuts socio-économiques possibles » (support de présentation disponible ici : <https://www.bassin-sud.brussels/layout/uploads/2026/03/Limitation-de-la-duree-doctroi-des-allocations-de-chomage-a-deux-ans.pdf>)

À la suite de cette présentation, des tables de discussions autour de 5 thématiques qui seront impactées par la réforme du chômage ont été organisées.

Éléments issus des tables de discussion :

### 01 - Le logement

Les participant·es soulignent une crise persistante caractérisée par un manque de logements accessibles, des conditions parfois insalubres et des exigences accrues des propriétaires. Les locataires, souvent fragilisés·es et mal informés·es de leurs droits, hésitent à entreprendre des démarches par crainte de perdre leur logement. L'accès au logement social reste limité. La réforme du chômage est perçue comme un facteur aggravant, susceptible d'augmenter les difficultés de paiement. Les besoins d'information portent principalement sur les droits, les aides et les recours. Les événements « Place À Nos Droits », organisés sur différentes communes, sont attendus comme un levier pour fournir des réponses concrètes, améliorer l'accompagnement et renforcer les collaborations.

### 02- La réinsertion professionnelle

En matière de réinsertion professionnelle, les participant·es constatent une désorientation des bénéficiaires face à la complexité des dispositifs. Le raccourcissement des contrats article 60 diminue leur efficacité, tandis que les structures d'accompagnement sont déjà saturées et craignent un afflux massif de nouveaux publics. Les parents solos rencontrent des obstacles spécifiques, notamment liés à la garde d'enfants et à la charge mentale. Les professionnel·les insistent sur la nécessité de renforcer les moyens, d'améliorer la coordination entre services et de soutenir les travailleur·euses sociaux·ales face au risque de burn-out.

### 03 - La santé

Sur le plan de la santé, le non-recours aux droits constitue un enjeu central, particulièrement pour les publics les plus vulnérables. Il s'explique par une méconnaissance des dispositifs, leur complexité et un manque de lisibilité. Certains groupes sont davantage exposés, notamment les femmes précarisées, les jeunes et les personnes en souffrance psychique. Les acteurs de première ligne jouent un rôle clé, mais un renforcement de la coordination et de la clarté des rôles est nécessaire. La santé mentale constitue également un facteur important de non-recours, la souffrance psychique pouvant freiner la compréhension et l'engagement dans les démarches.

### 04 - La cohésion sociale

Le lien social est également fragilisé. L'isolement est renforcé par la précarité, le sentiment d'insécurité et certains usages numériques. L'accès aux activités est entravé par des obstacles financiers, symboliques et informationnels. Pour y répondre, il est proposé de développer des espaces de rencontre, des approches d'« aller-vers » et des démarches participatives favorisant le lien social et la confiance.

### 05 - L'aide alimentaire

L'aide alimentaire fait face à une demande croissante et à une offre fragilisée. Les obstacles d'accès sont multiples, incluant la complexité administrative et la stigmatisation. Des solutions émergent, telles que la diversification des formes d'aide et le renforcement de la coordination, avec en perspective un modèle de sécurité sociale alimentaire garantissant un accès digne à l'alimentation.

**Save the date le 24/09/2026**

• **Atelier du changement : 13h-16h**

Consultez l'agenda → [ici](#)